

Arrêté n° DCPAT 2024-0188 du 25 JUL. 2024

**OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société MERAL – route de Sarcé - 72800 Aubigné-Racan
Mise en demeure**

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur ;
Chevalier de l'ordre national du Mérite ;

Vu le code de l'environnement notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, et L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°04-3752 délivré le 16 août 2004 à la société MERAL pour l'exploitation d'une installation de fabrication de structures métalliques située route de Sarcé sur le territoire de la commune d'Aubigné-Racan ;

Vu l'article 4.1.7 « Installations électriques » de l'arrêté préfectoral susvisé qui dispose :

« Les installations sont réalisées conformément aux normes en vigueur et à l'arrêté du 31 mars 1980 dans les locaux à risque d'explosion. Les installations, notamment les prises de terre, sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenues en bon état. Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées. » ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 2 juillet 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que, lors de la visite d'inspection en date du 16 mai 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- Les non-conformités des installations électriques sont nombreuses et récurrentes. Elles peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.1.7 de l'arrêté préfectoral du 16 août 2004 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société MERAL de respecter les prescriptions dispositions de l'article 4.1.7 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté de mise en demeure a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 2 juillet 2024 reçu le 4 juillet 2024, et que celui-ci a indiqué n'avoir aucune observation par courriel du 18 juillet 2024 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1

La société MERAL, exploitant une installation de fabrication de structures métalliques se situant route de Sarcé sur le territoire de la commune d'Aubigné-Racan, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.1.7 de l'arrêté préfectoral du 16 août 2004 en levant l'ensemble des non-conformités électriques susceptibles de présenter des risques d'incendie et d'explosion dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1 dans les mêmes délais.

Article 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application téléréfuges citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 5

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception et conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, cette décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans le département (www.sarthe.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6

Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le maire d'Aubigné-Racan, la directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire, et l'Inspecteur de l'Environnement - spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

ERIC ZABOURAEFF